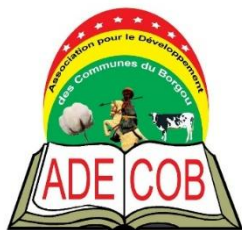




Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC



5
2
0
2



Évaluation des Performances des 20 Jeunes diplômés des Lycées Techniques Agricoles Équipés en 2024

Réalisé par : **John BAH SATO**, Responsable Suivi Evaluation de l'ADECOB

©avril 2025



Sommaire

I. Introduction	3
1.1. Contexte et justification	3
1.2. Objectifs de la mission	3
II. Méthodologie de la mission de suivi-évaluation	4
2.1. Approche et outils de collecte	4
2.2. Indicateurs d'évaluation.....	4
III. Résultats de l'évaluation	6
3.1. Répartition des activités des bénéficiaires.....	6
3.2. Évolution des revenus des bénéficiaires	7
3.3. Défis et contraintes identifiés	8
3.4. Besoins exprimés	9
3.5. Analyse comparative avec la première mission.....	10
IV. Recommandations pour la rétrocession à BéninBiz.....	12
4.1. Renforcement de l'accompagnement	12
4.2. Assurer la pérennisation des activités après rétrocession.....	12
4.3. Adapter les prochaines phases du programme	12
V. Conclusion et perspectives pour la rétrocession à BéninBiz	14



I. Introduction

1.1. Contexte et justification

Dans le cadre du Programme AGORA, mis en œuvre par l'ADECOB (Association pour le Développement des Communautés du Borgou), 20 jeunes diplômés des Lycées Techniques Agricoles (LTA), dont 4 femmes, ont été équipés en matériel agricole en 2024 pour soutenir leurs initiatives entrepreneuriales. Cette action s'inscrit dans une stratégie globale visant à renforcer l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agricole, tout en stimulant la productivité locale et en promouvant des pratiques durables. Les bénéficiaires ont été dotés d'équipements dans divers domaines, notamment le maraîchage, l'aviculture, la cuniculture, la porciculture, l'embouche ovine et l'apiculture, afin de leur permettre de développer des activités génératrices de revenus et de contribuer à la sécurité alimentaire de leur communauté.

Afin d'évaluer les effets de ce soutien et d'identifier les besoins d'accompagnement complémentaire, une première mission de suivi avait été réalisée peu après la mise en place du matériel. Le présent rapport s'appuie sur les résultats d'une seconde mission de suivi, conduite en Mars 2025, qui a permis d'analyser les progrès accomplis, les difficultés persistantes et l'utilisation effective des équipements fournis. Les données ont été collectées de manière rigoureuse à l'aide de l'outil KoboToolbox, garantissant une analyse précise et objective des performances des bénéficiaires.

Sur la base des constats issus de cette évaluation, ce rapport formule des recommandations pratiques visant à optimiser l'efficacité du programme, à renforcer la résilience des jeunes entrepreneurs et à assurer la pérennité de leurs activités. Ces propositions permettront à l'ADECOB et à ses partenaires d'ajuster leurs interventions pour maximiser l'impact socio-économique du Programme AGORA dans le Borgou.

1.2. Objectifs de la mission

La présente mission de suivi-évaluation, conduite en avril 2025, visait plusieurs objectifs stratégiques. D'une part, elle devait évaluer le niveau d'utilisation effective des équipements fournis et apprécier leur contribution au développement des activités des jeunes. D'autre part, elle avait pour but de mesurer les effets/impacts économiques, techniques et sociaux du programme sur les bénéficiaires, en mettant en lumière les réussites, les limites et les perspectives d'amélioration. Enfin, cette mission avait une fonction prospective : identifier les ajustements à opérer pour renforcer l'efficacité et la pérennité du programme à travers des recommandations opérationnelles et stratégiques.



II. Méthodologie de la mission de suivi-évaluation

2.1. Approche et outils de collecte

L'évaluation s'est appuyée sur une approche méthodologique mixte combinant des outils quantitatifs et qualitatifs. Cette complémentarité a permis de recueillir à la fois des données chiffrées représentatives et des informations qualitatives approfondies sur les expériences individuelles des bénéficiaires.

L'outil KoboToolbox a été utilisé pour administrer un questionnaire structuré auprès des bénéficiaires. Cette application mobile, adaptée aux environnements ruraux, a permis de collecter les données de manière rapide, fiable et géolocalisée. Sur les vingt bénéficiaires ciblés, dix-huit ont effectivement répondu à l'enquête, soit un taux de participation de 90 %, ce qui confère une bonne représentativité aux résultats obtenus.

Parallèlement, des entretiens semi-directifs ont été menés individuellement avec chacun des bénéficiaires, directement sur leurs sites de production. Ces échanges ont permis de mieux comprendre les dynamiques locales, les perceptions des jeunes, leurs stratégies d'adaptation, ainsi que les freins à la mise en œuvre optimale de leurs projets. Les entretiens ont été conduits dans un cadre de confiance, en privilégiant l'écoute active et la reformulation.

Enfin, des visites d'observation directe ont été réalisées sur les exploitations. Elles ont porté sur l'état des équipements reçus, les pratiques agricoles effectivement mises en œuvre, l'organisation des activités, et l'environnement immédiat des bénéficiaires (accès à l'eau, disponibilité des intrants, etc.). Ces observations ont permis de trianguler les données issues des enquêtes et des entretiens pour en assurer la cohérence et la fiabilité.

2.2. Indicateurs d'évaluation

Plusieurs indicateurs ont été mobilisés pour guider l'analyse et structurer les résultats de l'évaluation. Ils ont été définis sur la base des objectifs du programme, des résultats attendus, et des éléments observables sur le terrain. Les principaux indicateurs sont les suivants :

- Le taux d'utilisation effective des équipements fournis, en lien avec la régularité des activités et la conformité aux objectifs initiaux ;
- L'évolution des revenus des jeunes bénéficiaires, comparée aux données de référence collectées lors de la mission d'octobre 2024 ;

- Le niveau d'autonomie des bénéficiaires, mesuré à travers leur capacité à organiser et développer leur activité de manière pérenne ;
- La nature et la fréquence des difficultés rencontrées : techniques, financières, climatiques ou logistiques ;
- Les besoins exprimés par les bénéficiaires en termes d'appui technique, de formation, de financement ou de mise en réseau.

Ces indicateurs ont été analysés en croisant les données quantitatives issues des enquêtes et les éléments qualitatifs issus des entretiens et des visites de terrain. Cette approche a permis une lecture riche et nuancée des effets de l'intervention sur les jeunes bénéficiaires, en tenant compte de la diversité des contextes et des trajectoires.

III. Résultats de l'évaluation

3.1. Répartition des activités des bénéficiaires

L'analyse des données collectées révèle une diversification marquée des activités économiques des jeunes bénéficiaires.



Cette diversité traduit non seulement une capacité d'adaptation aux opportunités locales, mais aussi une volonté stratégique de réduire les risques liés à la dépendance à une seule activité. Ainsi, les bénéficiaires se sont orientés vers plusieurs filières agricoles, dont les plus représentées sont l'aviculture, le maraîchage, l'embouche ovine, l'apiculture, la cuniculture et la transformation agroalimentaire. L'aviculture arrive en tête, avec près de 28 % des bénéficiaires, attirés par la rentabilité rapide, la forte demande locale et le coût d'entrée relativement bas. Le maraîchage, bien que plus exigeant en termes d'eau et de gestion technique, a également séduit certains jeunes, notamment dans les zones disposant de bas-fonds ou de sources d'irrigation. L'embouche ovine et les activités dites 'autres' (apiculture, transformation de produits) complètent le paysage entrepreneurial, montrant une recherche d'innovation et de complémentarité économique.

3.2. Évolution des revenus des bénéficiaires

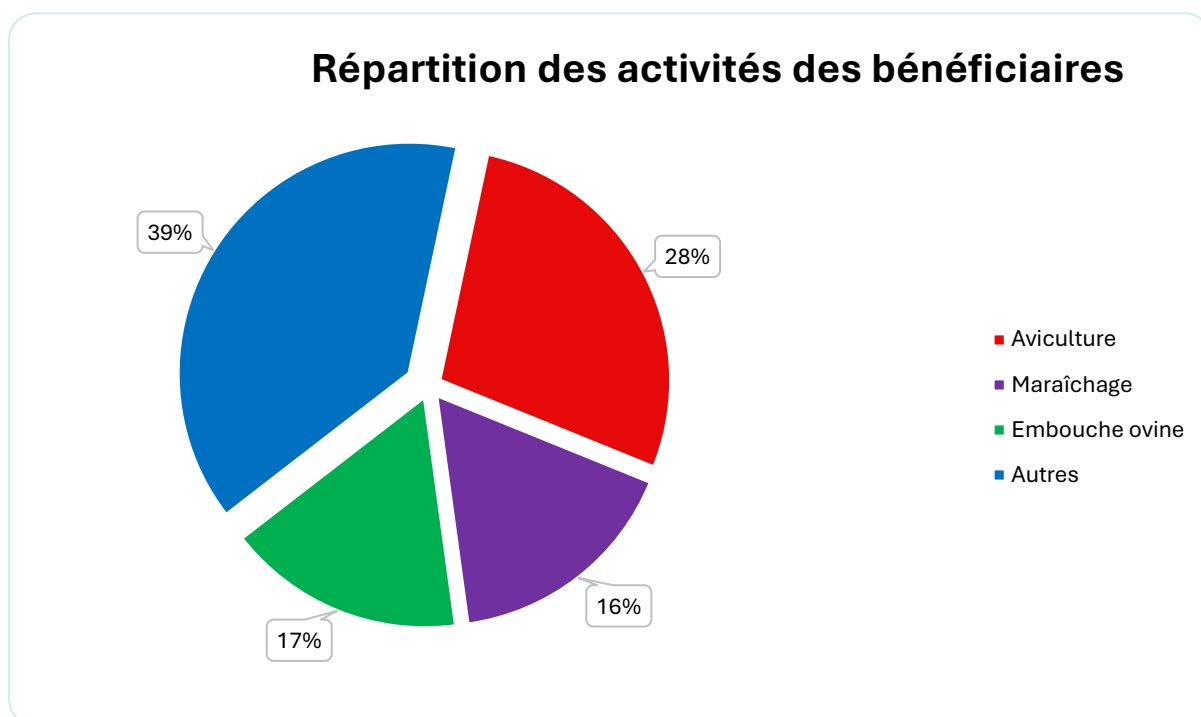


Figure 1: Répartition des activités des bénéficiaires

Sur le plan économique, les résultats sont globalement positifs. Une majorité des bénéficiaires ont vu leurs revenus progresser depuis la dotation en équipements, bien que cette progression soit inégale selon les filières et les contextes individuels. Environ 40 % des jeunes rapportent une augmentation de leurs revenus supérieure à 50 %, ce qui atteste de leur capacité à tirer pleinement parti des équipements reçus. Cette performance est notamment observée chez ceux évoluant dans des filières à cycle court, comme l'aviculture ou le maraîchage intensif. Par ailleurs, 44 % des bénéficiaires ont enregistré des hausses modérées (entre 25 et 50 %), traduisant des progrès significatifs mais encore contraints par des facteurs externes tels que l'accès aux intrants, les débouchés commerciaux ou la gestion financière.

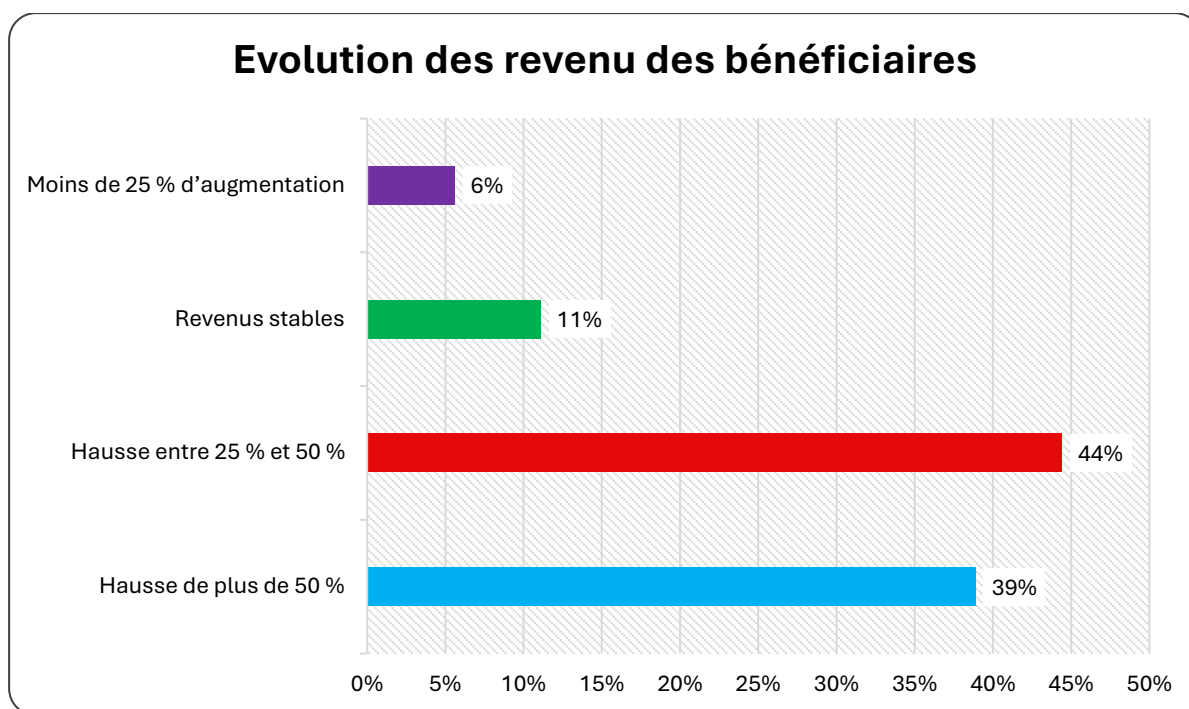


Figure 2 : Evaluation des revenus des bénéficiaires

Enfin, environ 17 % des jeunes ont constaté peu ou pas d'amélioration de leurs revenus. Ces situations concernent principalement des bénéficiaires ayant rencontré des difficultés techniques ou logistiques majeures, ou dont les activités n'ont pas encore atteint la pleine capacité de production. Ces cas invitent à renforcer l'accompagnement différencié et à mieux cibler les appuis en fonction des besoins spécifiques.

3.3. Défis et contraintes identifiés

L'évaluation a permis d'identifier plusieurs catégories de défis rencontrés par les bénéficiaires, qui limitent leur performance et freinent parfois leur motivation. Le premier défi, évoqué par plus de 70 % des bénéficiaires, est le manque de formation technique approfondie. Bien que des sessions aient été organisées en amont de la dotation, elles sont jugées insuffisantes ou peu adaptées aux réalités de terrain. Les jeunes expriment un besoin fort de formations plus spécialisées, pratiques et continues, couvrant aussi bien les aspects techniques (santé animale, irrigation, conduite des cultures) que managériaux (gestion, marketing, tenue de registres).



Le second défi majeur concerne les aléas climatiques, notamment les sécheresses prolongées et les pics de chaleur, qui ont affecté certaines exploitations, en particulier celles sans système d'irrigation ou de protection contre les vents et les ravageurs.

L'accès limité aux intrants de qualité (semences, aliments, produits vétérinaires) est également cité par près de 40 % des jeunes comme un frein majeur à la productivité.

Enfin, des problèmes liés à la maintenance des équipements et à l'accès aux marchés structurés ont été mentionnés par plusieurs bénéficiaires. Ces contraintes suggèrent la nécessité de renforcer l'environnement de production autour des jeunes, au-delà de la simple dotation en matériel.

Obstacles identifiés	Proportion des bénéficiaires (%)
Manque de formation	72,2 %
Conditions climatiques défavorables	66,7 %
Accès limité aux intrants agricoles	> 33,3 %

3.4. Besoins exprimés

Les jeunes bénéficiaires ont exprimé des besoins clairs et hiérarchisés, qui doivent guider les prochaines actions du programme. En tête des demandes figurent les formations techniques spécialisées, réclamées par plus de 80 % des participants.



Ces formations doivent être régulières, pratiques, et adaptées aux saisons agricoles. Vient ensuite la demande de financement, notamment via un crédit agricole adapté, avec des conditions souples et des délais de remboursement réalistes. Plus de 75 % des

jeunes souhaitent accéder à ce type d'appui pour agrandir leur activité ou mieux gérer les cycles de production.

Un autre besoin fortement exprimé est celui d'un accompagnement de type mentorat ou coaching personnalisé. Les jeunes souhaiteraient bénéficier d'un suivi rapproché, assuré par des techniciens expérimentés ou des entrepreneurs modèles, pour consolider leurs acquis et surmonter les difficultés spécifiques à leurs filières. Des demandes émergent également concernant l'accès au marché, la maintenance du matériel, et l'intégration à des réseaux de producteurs.

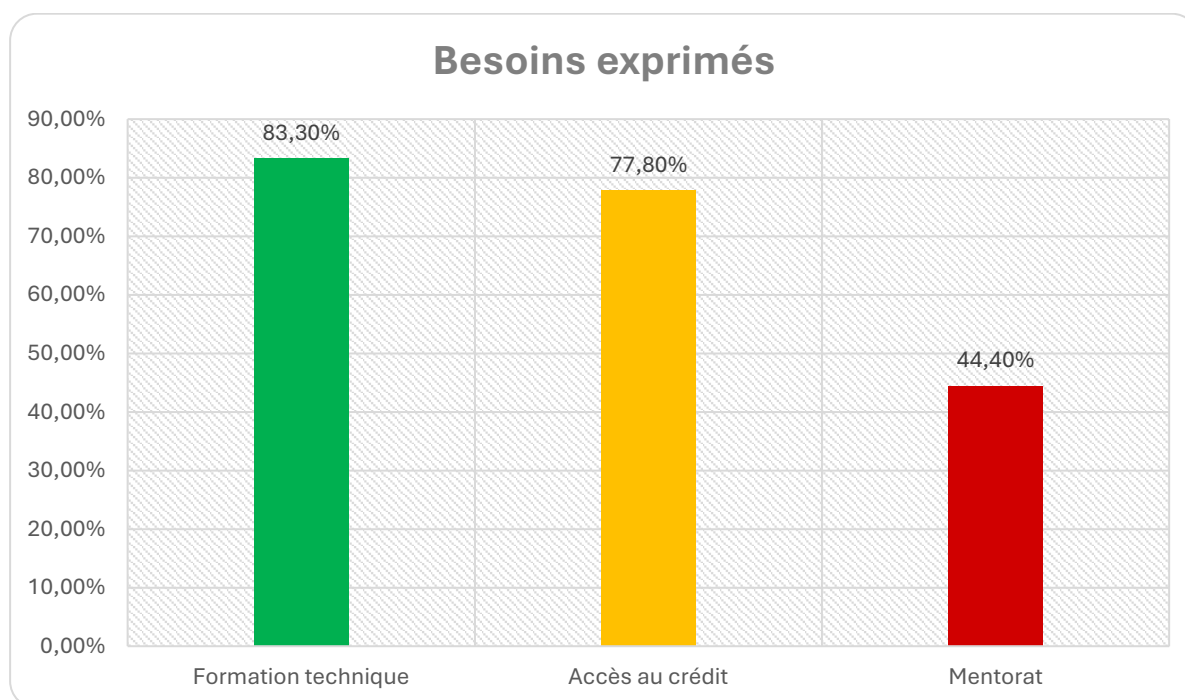


Figure 3 : Besoins exprimés par les producteurs

3.5. Analyse comparative avec la première mission

Comparée à la mission de suivi réalisée en octobre 2024, l'évaluation actuelle montre une évolution globalement positive. Le taux d'utilisation des équipements a nettement augmenté, passant de 72 % à près de 89 %, ce qui témoigne d'une meilleure appropriation des outils. Les revenus moyens ont également progressé, avec une hausse moyenne estimée à 39 %, contre 21 % lors de la première mission. Le taux de satisfaction exprimé par les bénéficiaires est en nette amélioration, passant de 60 % à près de 78 %.

Cependant, les difficultés initiales persistent chez certains jeunes, notamment ceux confrontés à des conditions environnementales défavorables ou à un manque d'accompagnement technique régulier. La comparaison met en lumière l'importance de la continuité dans le soutien apporté, mais aussi l'intérêt de différencier l'appui selon les profils et les performances des bénéficiaires.

Indicateurs	Mission d'octobre 2024	Évaluation actuelle	Évolution observée
Taux d'utilisation des équipements	72%	89%	+17 points (meilleure appropriation)
Hausse moyenne des revenus	21%	39%	+18 points (amélioration économique)
Taux de satisfaction des bénéficiaires	60%	78%	+18 points (meilleure perception)

IV. Recommandations pour la rétrocession à BéninBiz

4.1. Renforcement de l'accompagnement

Il est recommandé de mettre en place un dispositif d'encadrement plus rapproché et individualisé, afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque bénéficiaire selon son domaine d'activité. Cela inclut :

Il est essentiel de proposer un encadrement de proximité, adapté aux besoins spécifiques des jeunes :

- Mettre en place des formations continues ciblées selon les filières d'activité (élevage, agriculture, transformation, etc.) ;
- Déployer un réseau de mentors ou techniciens pour un appui régulier sur le terrain ;
- Renforcer les compétences en gestion d'entreprise, notamment en planification, calcul des coûts, gestion des risques et mobilisation de financements.

4.2. Assurer la pérennisation des activités après rétrocession

Pour garantir la continuité des initiatives après la fin du projet direct :

- Faciliter l'accès au financement à travers la création d'un fonds de garantie, la mise en place de microcrédits adaptés et le soutien à des mécanismes communautaires comme les caisses solidaires ;
- Encourager les jeunes à se regrouper en coopératives ou en groupements afin de mutualiser les ressources et renforcer leur pouvoir de négociation ;
- Mettre en place un système de suivi-évaluation participatif, comprenant des visites de terrain régulières et des outils numériques pour faciliter les échanges et l'auto-évaluation.

4.3. Adapter les prochaines phases du programme

Pour renforcer l'impact du programme sur le long terme :

- Élaborer une stratégie inclusive en réservant un quota aux femmes et aux jeunes vulnérables (40% à 50% au moins), accompagné d'un soutien spécifique pour leur autonomisation ;
- Intégrer des modules de résilience climatique et promouvoir des pratiques

agroécologiques et la transformation locale des produits afin de renforcer la durabilité des activités ;

- Consolider les partenariats territoriaux avec les communes, ONG locales et services techniques, tout en valorisant les bonnes pratiques dans les médias communautaires pour favoriser leur reproduction à plus grande échelle.



V. Conclusion et perspectives pour la rétrocession à BéninBiz

La seconde mission de suivi-évaluation du Programme AGORA, mis en œuvre par l'ADECOB, a révélé des avancées encourageantes dans l'entrepreneuriat agricole des jeunes bénéficiaires. Grâce à la dotation en équipements et aux formations initiales, une majorité d'entre eux ont accru leurs revenus et amélioré leur productivité, avec un taux d'utilisation des matériels passant de 72 % à 89 %. Toutefois, des défis subsistent, notamment en matière de formation continue, d'accès aux intrants, d'adaptation aux changements climatiques et de financement des activités.

Dans le cadre de la rétrocession du projet à **BéninBiz**, il est essentiel de capitaliser sur ces acquis tout en renforçant les mécanismes d'accompagnement post-projet. Les recommandations proposées – telles que le mentorat rapproché, la facilitation de l'accès au crédit et la promotion des coopératives – devront être intégrées dans une stratégie de pérennisation pilotée par BéninBiz. Cette transition devra également s'appuyer sur :

- **Un suivi post-rétrocession** pour évaluer la durabilité des activités ;
- **Un renforcement des partenariats** avec les institutions financières et les acteurs locaux afin de sécuriser l'accès aux marchés et aux ressources ;
- **Une approche inclusive**, en veillant à ce que les femmes et les jeunes vulnérables continuent de bénéficier d'un appui adapté.

En inscrivant ces actions dans la durée, BéninBiz pourra garantir que les investissements réalisés dans le cadre du Programme AGORA produisent des effets durables, tout en inspirant de nouvelles initiatives en faveur de l'emploi des jeunes et de l'agriculture résiliente.



« L'engagement conjoint de l'ADECOB, de BéninBiz et des bénéficiaires eux-mêmes ouvre ainsi la voie à un modèle répliquable de développement entrepreneurial ancré dans les réalités locales. »



**ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES
COMMUNES DU BORGOU**

Enregistrée sous le N° 2009/032/PDBA/SG/DASCSR du
06 Mars 2009

BP 01 N'Dali - République du Bénin ;
Tél : **01 95 64 73 73** ;
E-mail : secretariatadecob@yahoo.fr